



## DÉCLARATION - CONFÉRENCE DE PRESSE

Montpellier, le 04 juillet 2024

**Pour défendre nos droits et pour mettre en échec les puissances de l'argent, complices du Rassemblement National, pour combattre le poison du racisme et de la haine au second tour des élections législatives anticipées, manifestons notre soutien au programme du Nouveau Front Populaire. Camarades, citoyens, aux urnes !**

Dimanche soir, nous connaissons les résultats du deuxième tour des élections législatives. Cette élection sera un tournant dans l'Histoire de notre pays et dans l'Histoire du syndicalisme.

Vous le savez, devant le risque de voir notre pays gouverné par l'extrême droite, la CGT a pris la décision de soutenir le programme du Nouveau Front populaire (NFP) et d'appeler à battre le RN et ses alliés.

Rappelons-nous que, depuis des mois, on nous annonce comme inéluctable l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite. Cette extrême droite qui prône la préférence nationale et s'oppose aux principes d'égalité, cette extrême droite dont les élu-e-s n'ont jamais voté dans le sens des travailleurs, du progrès social ou de l'indispensable révolution environnementale à l'Assemblée nationale, au parlement européen ou au conseil régional.

Cette décision de soutenir le programme du Nouveau Front populaire fait parfois débat dans nos syndicats, certains de nos militants sont mal à l'aise ou rencontrent des oppositions dans nos rangs. Dans les entreprises, le débat est parfois difficile, tendu. D'autant que les faiseurs d'opinion combattent cet engagement de la CGT, rejointe par la CFDT, la FSU, Solidaires et l'UNSA. Oui, le poison de l'extrême droite s'est propagé dans la société et le syndicalisme n'est pas en dehors de cette société. Nous sommes chaque jour au contact du réel. C'est pourquoi nous avons une responsabilité particulière.

Emmanuel Macron, président de la République, a amplifié la crise de défiance vis-à-vis du politique, mais aussi des institutions. Il a ajouté de la violence aux violences passées : je pense à la répression brutale du mouvement des gilets jaunes, aux répressions répétées contre le mouvement syndical ou le mouvement associatif.

Président de la République, il a continué à creuser le sillon pour les partis fascistes, en agissant contre les valeurs républicaines, en faisant le choix de la violence des multiples 49.3.

Nous n'avons pas perdu la bataille des retraites. Nous avons réussi à imposer une défaite politique à Emmanuel Macron. Et avec des manœuvres contraires au fonctionnement normal de nos institutions, il a été au bout de son échec. En imposant sa réforme des retraites contre une majorité des citoyens de ce pays, contre une majorité de parlementaires, contre l'ensemble des organisations syndicales, le président s'est enfermé dans un autoritarisme bien éloigné du fonctionnement républicain de nos institutions.



Président de la République, il a mis à mal les institutions, confondu la séparation des pouvoirs, agit contre la représentation nationale et tenté de faire taire toute forme de contre-pouvoirs, sans lesquels il n'existe pas de démocratie.

C'est ce qui a conduit son camp à la déroute lors des élections européennes et au premier tour des législatives.

Le parti Renaissance, comme la droite, a vu son électorat fondre au profit du Rassemblement national. Cette défaite est aussi le résultat d'une faillite morale, quand ces partis ont voulu faire porter sur l'immigré la responsabilité des difficultés économiques, quand l'infame loi « Immigration » a été adoptée après qu'elle ait été largement sanctionnée par le Conseil constitutionnel.

L'immigré n'est en rien responsable de la disparition des 900 usines fermées depuis 2008. C'est la conséquence d'un capitalisme mondialisé qui a décidé de mettre à mal notre production industrielle et de la transférer dans des pays où les travailleurs n'ont aucun droit. Ces fermetures d'usines, ces licenciements, ce sont d'ailleurs souvent nos camarades issus de l'immigration qui en sont les premières victimes.

Depuis 2020 et la pandémie COVID, les promesses faites aux premières et premiers de corvée ont été oubliées. Nos services et entreprises publiques continuent de se dégrader, leurs salariés souffrent, et la promesse de la République que sont ces services et entreprises publiques s'efface...

Dans le privé, nous vivons au rythme des restructurations, des réductions d'effectifs, la santé des travailleuses et des travailleurs se dégrade. Les accidents du travail et les inaptitudes explosent, les morts au travail aussi.

Notre jeunesse vit plus mal que la génération qui l'a précédée. Pendant les études, la compétition est devenue la règle, l'arrivée au travail est souvent synonyme de précarité et de flexibilité, les diplômés ne sont pas reconnus. Nous sommes là pour réaffirmer que nous, nous refusons que les enfants de France soient une génération sacrifiée.

Notre pays ne s'appauvrit pas comme ils voudraient nous le faire croire. La vérité est que de plus en plus de richesses sont créées, mais ces richesses sont captées entre peu de mains : les riches de plus en plus riches, ce n'est pas un mythe. C'est le monde du travail à qui on fait les poches, chaque jour.

Sur tous ces sujets, le RN n'a aucune proposition, il n'est pas l'ami de la fiche de paye, il est l'ennemi des services publics et des droits collectifs des salariés, code du Travail, convention collective et statuts. En cela, il est l'ami des patrons et des puissances de l'argent, qu'il ne cesse de rassurer depuis des semaines.

Le RN n'est pas l'ami des droits des femmes ni de l'égalité au travail et dans la vie. Son modèle de société est toujours un modèle de société rétrograde, patriarcal et machiste quand nous, nous nous battons pour que nos compagnes et nos filles soient traitées à égalité, pour pouvoir véritablement être libres.

Oui, mes camarades il y a un risque pour notre démocratie, nos libertés sont menacées. En premier lieu, les libertés syndicales. Nos libertés fondamentales

seront remises en cause, je pense à notre liberté d'expression, à la liberté de la presse, à notre liberté de manifester ou encore de faire grève.

Ces dernières années, quand nous étions en grève, les amis de Marine Le Pen voulaient empêcher nos grèves, emprisonner les grévistes.

Bolloré a mis la main sur des groupes de presse et déverse sa propagande à longueur d'ondes. Il a créé de toute pièce sa créature Zemmour, un monstre qui s'est échappé du laboratoire et mène librement ses campagnes de haine dans le pays, malgré plusieurs condamnations. L'exemple de ce qui s'est passé en Italie avec Berlusconi aurait dû nous alerter.

Les menaces se sont précisées au fil des mois. Avec ce qu'on a appelé la « dédiabolisation du FN », devenu RN, sa banalisation pour faire croire qu'ils n'étaient finalement qu'un parti comme un autre.

En ce début d'année 2024, dans le prolongement de notre comité général du mois de décembre à Sète, nous avons écrit à l'ensemble des syndicats et aux forces de gauche représentées à l'Assemblée nationale pour leur faire part de nos craintes et les appeler à agir dans l'unité. C'est ce qui nous a conduit à construire un large appel pour manifester à Béziers le 23 avril. La notion de Front populaire était bien déjà dans nos têtes.

La CGT n'oublie pas le caractère raciste du RN.

Je n'oublie pas quand, plus jeune, je manifestais en réaction aux propos de Jean-Marie Le Pen, qui avait qualifié les chambres à gaz de « *point de détail de l'Histoire* » et avait épousé la thèse de ceux qui niaient leur existence.

Le complotisme était déjà là. L'ADN de ce parti, c'est d'abord l'antisémitisme et le racisme.

Malheur à ceux qui l'oublieraient.

Nous, nous n'oublions pas que dans ces camps de la mort, les militants de la CGT y côtoyaient les juifs, les homosexuels, les tziganes, les communistes, les résistants de la première heure, compagnes et compagnons d'infortune victimes du nazisme et de Vichy.

Souvenons-nous du sacrifice patriotique des résistants et le sacrifice de celles et ceux dont Aragon écrivait « *Nul ne semblait vous voir Français de préférence. Les gens allaient sans yeux pour vous le jour durant. Mais à l'heure du couvre-feu des doigts errants, avaient écrit sous vos photos "morts pour la France" ... 23 étrangers et nos frères pourtant* ». Au moment où Manouchian entre au Panthéon, où la nation rend hommage aux FTP MOI, il est inconcevable de voir Bardella devenir Premier ministre.

Le FN, devenu RN, a pris pour cible aujourd'hui les arabes, tous suspects d'être islamistes, tous coupables de ne pas être assez blancs et catholiques. Ils ont inventé la théorie du grand remplacement et agité les peurs dans un pays en proie à une profonde crise sociale. C'est toujours la stratégie du bouc-émissaire. Celle de la division pour faire céder les solidarités, isoler les résistances et accéder au pouvoir pour gouverner de façon autoritaire et raciste.

Pas encore au pouvoir que le racisme se fait jour, je pense à cette déclaration stigmatisant les binationaux suspectés d'être de mauvais français. Ces gens sont fous...

Rappelons à nos amis, à nos familles, à nos camarades, que nos hôpitaux, nos cliniques fonctionnent aujourd'hui grâce à la présence d'agents immigrés qui sont sous-payés et sans lesquels les services fermeraient. Aujourd'hui, c'est la haine de l'étranger, demain c'est le malheur de la France !

Nous sommes en train de vivre un moment vital de l'histoire de notre pays, de notre nation, de notre République. C'est ce moment particulier qui justifie l'action de la CGT pour préserver nos valeurs, nos idéaux et les intérêts des travailleuses et des travailleurs, quel que soit leur pays d'origine, leur couleur de peau, leur religion ou celui qui ne croit pas.

Camarade, chacune et chacun peut, dans les heures qui restent, agir, débattre, convaincre et faire pencher la balance du bon côté. Face aux *mass media*, aux machines à broyer les cerveaux, nous n'avons pour nous que la force de nos convictions et le courage de notre action. Chacune, chacun peut, va et doit peser dans la décision finale.

Dans l'Hérault, le choix est simple : soit nous faisons élire des candidats portant le programme du Nouveau Front populaire, soit nous laissons les députés de l'extrême droite siéger contre nos intérêts à l'Assemblée nationale.

Allons chercher celles et ceux qui se sont abstenus, ils sont nombreux dans le monde du travail, Je pense aux déçus de la politique et des promesses non tenues. Nous les comprenons, mais ils doivent eux aussi comprendre que leur vote est déterminant, dimanche. Face à un choix de société, nul ne peut s'abstenir.

Face aux violences de l'extrême droite, nous avons la possibilité, par le bulletin de vote, d'agir de façon pacifique pour notre démocratie, notre République, notre avenir et celui de nos enfants. Nous, que les puissants qualifient souvent de violents, votons pour la paix, la solidarité, l'écologie, la justice et le progrès social. La CGT est engagée dans la campagne en précisant qu'elle attendait de la nouvelle majorité des mesures rapides et concrètes, comme l'abrogation de la réforme de l'assurance chômage, l'abrogation de la réforme des retraites et des augmentations de salaires immédiates.

Pour faire valoir nos intérêts, mettre en échec les puissances de l'argent, combattre le poison du racisme et de la haine, manifestons dimanche, manifestons notre soutien au programme du Front populaire.

Camarades, citoyennes et citoyens, aux urnes !

Serge Ragazzacci  
Secrétaire Général